

La transition énergétique électrise le débat politique

Défis climatiques

Le sprint vers le Grand Conseil est lancé. Dans le district d'Aigle, ils sont 45 à se disputer les huit sièges à disposition. Chaque semaine, Riviera Chablais votre région s'arrête sur un enjeu majeur de la législation. Quatrième étape: le tournant énergétique.

| David Genillard |

Peu de sujets fédèrent autant, tout en divisant à ce point. Le changement climatique est au centre de la campagne, mais les avis divergent sur la notion «d'urgence», ainsi que sur les moyens à engager pour aborder la transition et satisfaire aux objectifs établis dans le cadre de l'Agenda 2030 du Canton de Vaud.

Y a-t-il vraiment urgence?

«Optimiste» dans son engagement – «il reste des leviers à activer» – le POP aiglon Bernard Borel l'est moins quant à la capacité à atteindre ces buts dans les temps. «Ce qui m'inquiète le plus, c'est que j'ai l'impression qu'on ne s'est même pas encore mis en marche.» Pour le député sortant des Verts Léonard Studer,

déclarations et les transformer en actes.» Selon Léonard Studer, ces millions n'y suffiront pas: le groupe des Verts, rassemblés autour du député Vassilis Venizelos, a demandé en 2020 d'y ajouter 300 millions.

Le PLR reconnaît aussi la nécessité de négocier ce virage. «Notre parti n'a d'ailleurs pas attendu la vague verte pour se soucier d'écologie, commente Nicolas Croci Torti. Nous avons cependant des visions différentes sur la manière de l'aborder: nous amenons des solutions pragmatiques, positives pour l'emploi, plutôt que des interdictions et des taxes.»

Seule l'UDC, par la voix du député sortant Dylan Karlen, évoque «une urgence relative»: «Il est arrogant de voir le climat comme une machine que l'être humain peut régler. On nous excite avec cette notion, mais même si le Canton de Vaud devient exemplaire en matière d'énergies renouvelables, au niveau mondial, ces efforts auront un impact nul.»

Pire, «l'urgence devient un prétexte pour justifier des actes illégaux», juge le municipal ville-neuvois. «En encourageant la désobéissance civile, certains milieux ont effectivement décrédibilisé le discours auprès d'une partie de la population», concède Michaël Dupertuis. Mais pour l'édile bellerin, qui a participé à la grève du climat dès 2010, «cette mobilisation a permis de réveiller la classe politique. Elle a été obligée de tenir compte des inquiétudes de la population.»

Quel carburant, demain?

Au centre de l'Agenda 2030, la quête d'énergie pour s'affranchir des ressources fossiles. Solaire, éolien, petit ou grand hydraulique, géothermie – dans le but de produire de l'électricité comme à Lavey ou de la chaleur comme à Vinzel – promotion du bois local sont autant de moyens à encourager selon l'État. Qui entend couvrir, d'ici à 2035, 35% des besoins énergétiques des Vaudois par des ressources locales et renouvelables.

Cette part ne représente aujourd'hui que 17%, soit une augmentation de quatre pourcents



Lancée il y a quelques semaines, la construction de la centrale géothermique AGEPP à Lavey est citée en exemple par le Canton dans sa quête d'énergies renouvelables.

| C. Dervy - 24 Heures

900

C'est le nombre de ménages qui pourront être éclairés par la centrale géothermique AGEPP à Lavey.

«peu importe si l'on n'atteint pas tous les objectifs dans le délai fixé de l'Agenda 2030. Ce qui est essentiel, c'est de s'y mettre tout de suite et avec vigueur: on doit parvenir à stabiliser nos émissions de CO₂, à contrôler l'effondrement de la biodiversité...»

Son concurrent de l'Alliance centriste du Chablais, Michaël Dupertuis, abonde et rappelle «que c'est un député Vert libéral, Laurent Miéville, qui a déposé une résolution pour demander au Grand Conseil de déclarer l'urgence climatique, en 2019». Depuis, le gouvernement a promis d'engager 173 millions de francs dans son plan climat dont 80% sont d'ores et déjà validés. «L'État a réagi, poursuit le Bellerin. On s'est réveillés... mais dix ans trop tard. On doit dépasser les grandes

depuis 2015. S'il plaide pour un développement du potentiel hydraulique en Suisse et une meilleure exploitation des forêts, Dylan Karlen estime que ces solutions ne suffiront pas. «L'UDC est le seul parti à avoir maintenu une ligne claire en s'opposant à la sortie du nucléaire. Nous sommes encore dépendants des énergies fossiles. C'est spécialement vrai dans le district d'Aigle, où la réalité géographique fait que la problématique est totalement différente de celle des villes.»

Le discours ne manque pas de révolter la socialiste Marie-Dominique Genoud. «On entend à nouveau des élus de droite dire que le nucléaire est une énergie indépendante et propre. C'est faux! Les centrales suisses achètent leur combustible à l'étranger et personne n'a réglé la question des déchets. Il n'y a qu'à voir le nombre de Communes qui ont refusé d'en accepter sur leur territoire.» Les Chablaisiens sont bien placés pour le savoir: le village d'Ollon avait été désigné dans les années 1980 par Berne pour accueillir une décharge.

Soutenant prioritairement le développement des transports en commun, la conseillère communale aiglone reconnaît toutefois que la mobilité individuelle continuera d'exister. «Parallèlement au passage à l'électromobilité, il faut investir dans la recherche sur les énergies décarbonnées, comme l'hydrogène <vert>.» Le Chablais est là aussi bien doté: la société H2Valais (Hydrogène du Valais) s'intéresse de près à la question, à Collombey-Muraz. La région compte un acteur exemplaire: SATOM qui produit du biogaz et alimente un réseau de chauffage à distance en pleine expansion, grâce à la combustion des déchets de la région. «Cette société montre que l'on est capables de valoriser notre impact sur l'environnement», note Marie-Dominique Genoud.

Une autre initiative est mentionnée par la plupart des candidats sondés: la création d'un palier hydraulique au fil du Rhône, à la hauteur de Bex. Il sera en mesure d'alimenter plus de 20'000 ménages. «C'est un PLR, Olivier Français, qui avait émis l'idée via un postulat en 2007. Un autre député PLR, Philippe Grobety, a demandé des nouvelles du

173

En millions de francs, c'est le montant que le Conseil d'État vaudois a décidé d'engager dans son plan climat, considéré comme «une priorité de la législature 2017-2022».

projet en 2017. J'en ai fait de même en 2019», énumère Nicolas Croci Torti. Mais la future centrale est empêtrée depuis 2017 dans des recours de Pro Natura et du WWF. «C'est paradoxal et énervant: ce sont ceux qui devraient soutenir ces projets innovants qui les retardent.» Et Michaël Dupertuis d'ajouter: «Il faut modifier le cadre légal pour permettre à l'appareil juridique de traiter plus rapidement ces dossiers. On ne peut pas se permettre de voir des projets bloqués pendant 10 ans.»

Le réflexe vert est-il assez présent?

Les exemples ne manquent pas. En 2010, Pro Natura a empêché l'implantation d'éoliennes aux Diablerets. Depuis, l'ONG s'est aussi opposée à la mise à l'enquête de la centrale hydraulique sur la Veveyse. Les écologistes veulent-ils vraiment d'une transition énergétique? Léonard Studer répond en nuancé: «La ligne des associations et des Verts n'est pas forcément toujours identique. De notre côté, nous prônons l'implémentation de solutions intelligentes, qui tiennent compte à la fois des besoins de la population, des désagréments occasionnés et de l'intérêt de la biodiversité. Si l'on examine en détail ces différentes procédures, on remarque par ailleurs que ce ne sont souvent pas des oppositions de fond, mais des demandes d'une meilleure prise en compte des biotopes.»

Est-ce à dire que les projets ne tiennent pas assez compte de l'aspect écologique? C'est en tout cas l'avis de Bernard Borel, qui siège au Conseil d'Aigle sous la bannière verte. «Nous nous sommes battus bec et ongles contre la mise en place d'un chauffage à gaz transitoire, pour alimenter l'Hôtel de ville (ndlr: notre édition du 9 février). Si même les autorités ne renoncent pas aux énergies fossiles en concevant ce genre de projets, qui le fera?»

L'écologie est-elle un luxe?

Une augmentation de la production ne suffira pas à résoudre la crise énergétique: «Il faut que cela s'accompagne d'une <sobriété énergétique>», insiste Bernard Borel. Cela passe notamment par la réduction de la mobilité individuelle au profit des transports en commun. Notre proposition de les rendre gratuits va tout à fait en ce sens.» Il faudra faire de gros efforts pour entrer dans les clous du Plan climat vaudois, qui réclame une diminution de 50 à

60% des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050.

De toute part, on appelle à se pencher également sur l'efficacité énergétique des bâtiments. Mais les démarches pour assainir un bien immobilier restent complexes et dispendieuses. «Il en coûte parfois plus cher à un propriétaire en procédures administratives que le gain qu'il peut retirer de cette amélioration», observe Nicolas Croci Torti, qui est d'ailleurs intervenu au Grand Conseil en faveur d'un allègement administratif.

Pour la gauche, il faut accompagner d'incitations financières. «Il faut aider ceux qui n'en ont pas les moyens, note Marie-Dominique Genoud. La transition énergétique et les défis climatiques doivent être traités en lien avec les conséquences sociales qu'ils impliquent.» Bernard Borel plusoie: «Deux tiers des Suisses sont des locataires. On doit parvenir à inciter les propriétaires à rénover leurs biens sans qu'ils répercutent cela sur leurs loyers.»

Pour Nicolas Croci Torti, le tableau n'est pas si noir. À l'image d'autres localités dont Aigle, «Ollon, Commune à majorité de droite, a mis en place un fonds pour accompagner les initiatives privées en matière d'écologie, alimenté par une taxe sur l'énergie et une part des revenus de notre production hydroélectrique. Pour l'installation d'une pompe à chaleur, on peut aujourd'hui toucher 10'000 francs du Canton et la même somme de la Commune.» Un portail d'information a par ailleurs été créé par l'État sur le site vd.ch pour accompagner les propriétaires. S'il plaide pour davantage de moyens, Léonard Studer ajoute: «La création d'un revenu de transition écologique pour encourager les reconversions professionnelles dans ce domaine (ndlr: demandé au Grand Conseil par les Verts et actuellement à l'étude) est une réponse à cette problématique.»



Le turbinage des eaux du Rhône à la hauteur de Bex permettrait d'alimenter l'équivalent de 20'000 ménages. Le projet est bloqué depuis plusieurs années par des recours du WWF et de Pro Natura.

| DR - MBR SA